

Unité départementale des Alpes-Maritimes et du Var
Immeuble Nice Leader – Tour Hermès
64 route de Grenoble
06200 NICE

Nice, le 15/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

KERRY FLAVOURS FRANCE SAS

QUARTIER SAINTE MARGUERITE
Usine du Plan de Grasse CD304
06130 Grasse

Référence : 2025_15
Code AIOT : 0006400337

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/10/2024 dans l'établissement KERRY FLAVOURS FRANCE SAS implanté QUARTIER SAINTE MARGUERITE Usine du Plan de Grasse CD304 06130 Grasse. L'inspection a été annoncée le 10/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KERRY FLAVOURS FRANCE SAS
- QUARTIER SAINTE MARGUERITE Usine du Plan de Grasse CD304 06130 Grasse
- Code AIOT : 0006400337
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société KERRY FLAVOURS SAS (Ci-après KERRY) exploite sur la zone industrielle du Plan, à Grasse (06) un établissement de fabrication d'arômes à destination de l'industrie agroalimentaire.

Cet établissement est une installation classée pour la protection de l'environnement Seveso Seuil bas et son exploitation est soumise à autorisation par l'arrêté préfectoral du 7 décembre 2000

modifié par les arrêtés préfectoraux du 10 novembre 2005 et du 15 avril 2011.

Thèmes de l'inspection :

- Plans d'urgence

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Informations contenues dans le POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article V.c	Demande d'action corrective	1 mois
4	Informations contenues dans le POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article V.d	Demande d'action corrective	1 mois
5	Informations contenues dans le POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article V.e	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
2	Informations contenues dans le POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article V.a et b	Sans objet
6	Informations contenues dans le POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article V.i	Sans objet
7	Informations contenues dans le POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article V.j	Sans objet
8	produits décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a porté sur les procédures d'urgence et notamment sur le Plan d'Opération Interne (POI) de l'exploitant. Les constats ont mis en évidence que le POI doit être complété en intégrant la procédure d'alerte des services de l'inspection de la DREAL et de la Préfecture et la procédure de transmission d'une fiche incident/accident au service de l'inspection. Les plans des extincteurs doivent être affichés de manière lisible et l'exploitant doit mettre en place l'affichage des consignes d'évacuation dans les bâtiments en cas de déclenchement de l'alerte. Ces éléments font l'objet d'une lettre de suite préfectorale.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, POI

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>La première version du POI date de novembre 1997. L'exploitant a transmis préalablement à la visite d'inspection la dernière version révisée du POI en date de décembre 2023. Cette version a été mise à jour avec l'ajout de trois scénarios supplémentaires et une mise à jour des fiches opérationnelles suite à la mise à jour de l'étude de danger en avril 2022. La dernière mise à jour a été diffusée en interne mais n'a pas encore été transmise au SDIS.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant nous a précisé qu'une mise à jour était en cours pour intégrer la stratégie des premiers prélèvements environnementaux et d'astreinte mise en place avec l'APAVE. Suite à la visite d'inspection l'exploitant nous a transmis le 7 octobre 2024 la version mise à jour du POI avec la fiche pour les prélèvements environnementaux lors d'un sinistre et l'ajout de la fiche remise en état.</p> <p>Un entraînement d'équipiers de seconde intervention (ESI) est organisé tous les mois. Trois exercices POI sont organisés par année par l'exploitant avec la cellule de crise. En 2024, deux exercices ont été réalisés en janvier (déclenchement départ de feu bâtiment 3) et juin (départ de feu sur l'aire de déchet 10 avec l'équipe ESI) et un exercice est prévu le 11 octobre 2024 organisé avec le SDIS. Aucun exercice avec le SDIS n'avait eu lieu depuis 2019. Ces exercices font l'objet de compte rendu diffusé au comité de direction (CODIR) et à la cellule de crise. L'inspection a vérifié par sondage le dernier compte rendu en date du 9 juillet 2024 pour l'exercice réalisé en juin. Ce compte rendu fait état de mesures correctives nécessaires (notamment la sirène à remettre en état et talkie manquant). L'exploitant a réalisé les mesures nécessaires à la remise en état de la sirène et a réceptionné les nouveaux talkies manquants.</p> <p>L'inspection préconise à l'exploitant de consolider l'intégralité des suivis de ces exercices via un tableau car à ce jour le suivi est réalisé par les compte-rendus et cela peut générer des difficultés de suivi des actions à réaliser.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Informations contenues dans le POI

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article V.a et b</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Lis te des personnes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ;</p> <p>b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ;</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection l'organisation générale de la cellule de crise avec le directeur des opérations internes (DOI), le responsable exploitation, un responsable médias, un responsable communication, le responsable recensement et liaison, un responsable ESI, un responsable infirmerie, le poste de garde et un assistant POI (en charge du chrono, de l'impression et de l'envoi</p>

des mail de suivi). La fiche 13 du POI présente les correspondances entre chaque fonction au niveau du POI et les fonctions sur le site par ordre de priorité ainsi que les coordonnées téléphoniques. Le POI intègre une fiche mission pour chaque fonction et des fiches synthétiques par bâtiment.

L'exploitant a constitué une malette POI placée dans la loge gardien et en salle de crise. Le POI est également accessible sur le logiciel teams à tous les cadres d'astreinte et à l'équipe HSE.

Les formations POI sont intégrées dans le plan de formation du personnel. Des formations et sensibilisations POI sont organisées sur le terrain et au poste de garde pour les nouveaux cadres d'astreinte pour la mission DOI. Pour la première astreinte, l'exploitant a mis en place une organisation en binôme pour les nouveaux cadres d'astreinte. La feuille de présence du 16/05/2024 de la dernière sensibilisation POI et cadre d'astreinte fait état de 4 nouveaux cadres d'astreinte formés.

Le poste de gardiennage est tenu par un prestataire extérieur, la société SAAS. Le POI comporte une fiche mission du poste de garde et le rôle du gardien est défini dans les schémas d'alerte et la fiche d'organisation des secours du POI mais ne sont pas inclus dans le plan de formation à l'heure actuelle.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Informations contenues dans le POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article V.c

Thème(s) : Risques accidentels, Mesure de prévention

Prescription contrôlée :

c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;

Constats :

Le POI comporte des fiches comprenant :

- un plan de circulation sur le site et point de rassemblement
- un plan des réseaux d'eau incendie et d'effluents
- un plan des réseaux gaz
- un plan du réseau électrique
- plan avec par section d'activité un plan avec les différentes zones à risques puis pour chaque zone, le détail des activités, les principaux équipements, les produits présents, les zones limitrophes, les équipements de déclenchement manuel et automatique, les moyens de lutte incendie, la cartographie des scénarios de la zone et la fiche de maîtrise des risques associée.

Par vérification par sondage sur site, l'inspection a constaté que les plans des extincteurs (sur le bâtiment 3 et 6) ne sont pas lisibles.

Les plans de localisation des extincteurs et des RIA ne figurent pas dans le POI toutefois le document fait le recensement des moyens de lutte incendie du site fixes, mbiles et humains.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant remettra en place un affichage des plans des extincteurs lisibles et s'assurera de la présence des plans d'évacuation avec indication du point de rassemblement à côté des issues de

secours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Informations contenues dans le POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article V.d
Thème(s) : Risques accidentels, Système d'alerte
Prescription contrôlée : d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;
Constats : Le POI contient une fiche du schéma d'alerte incendie et accident en période ouvrée (6h00 - 22h00) et une fiche du schéma d'alerte incendie et accident en période non ouvrée. En cas d'incendie ou d'accident le POI prévoit que le témoin déclenche l'alerte par le poste de garde ou la télésurveillance. Le système d'alarme sur site est constitué de sirènes d'évacuation avec des boîtiers manuels par bâtiment et une sirène au poste de garde. En période ouvrée, l'exploitant a indiqué que la consigne donnée au personnel présent sur site est d'évacuer le bâtiment or la consigne de rejoindre le point de rassemblement n'est pas indiquée dans le POI. Dans les deux schémas d'alerte, l'étape de déclenchement du POI est précisée par fiche d'alerte. Il n'y a pas d'affichage dans les bâtiments visités sur la conduite à tenir en cas de déclenchement de l'alerte. Le POI contient un message type d'alerte aux pompiers, un message aux interlocuteurs locaux et un communiqué de presse. L'exploitant a mis à jour l'annuaire des autorités et des acteurs locaux.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant mettra en place l'affichage des consignes d'évacuation dans les bâtiments en cas de déclenchement de l'alerte.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Informations contenues dans le POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article V.e
Thème(s) : Risques accidentels, Information de l'administration
Prescription contrôlée : e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection l'organisation de l'alerte et la gestion de l'arrivée des pompiers. Le gardien et les ESI sont habilités à réaliser la levée de doute puis à appeler les pompiers si nécessaire. Une fiche présente dans le POI présente le message d'alerte type à transmettre aux pompiers. Le

<p>gardien appelle et oriente les pompiers sur le lieu du sinistre vers le responsable ESI qui est en charge de réceptionner les pompiers. Le gardien donne les premières informations au pompier (trame de message aux pompiers pour l'appel). Le responsable ESI sera chargé de coordonner, sur le terrain, les actions entre équipes d'intervention internes et externes. Un seul accès pompier est possible sur le site par l'entrée via le poste de garde.</p> <p>Rien n'est indiqué dans le POI sur la transmission d'une fiche incident/accident au service de l'inspection. L'exploitant a précisé qu'à ce jour l'assistant DOI n'a pas les compétences pour remplir ce type de fiche.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant complètera son POI en intégrant la procédure d'alerte des services de l'inspection de la DREAL et de la Préfecture et la procédure de transmission d'une fiche incident/accident au service de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : Informations contenues dans le POI

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article V.i</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Premiers prélèvements</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients fortes sur de grandes distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p> <p>Rappel article 5 :</p> <p>[...]</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a mis en place une astreinte sur les premiers prélèvements assurée par la société APAVE EXPLOITATION FRANCE qui peut intervenir sur le site 24h/24, 7j/7.</p>

Une fiche réflexe astreinte a été ajoutée à la dernière mise à jour du POI que l'exploitant a fait parvenir au service de l'inspection le 7 octobre 2024.

Cette fiche réflexe intègre :

- organisation de l'astreinte
- déclenchement de l'astreinte
- information à fournir lors de l'appel de l'astreinte
- logigramme d'intervention de l'astreinte
- milieux et substances visées par l'astreinte
- équipements de mesure et prélèvements et les EPI nécessaires
- le tableau détaillé des prélèvements par substances
- localisation précise des points de prélèvements avec cartographie

La prescription est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Informations contenues dans le POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article V.j

Thème(s) : Risques accidentels, Remise en état

Prescription contrôlée :

j) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté.

Rappel article 5 :

- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.

Constats :

Lors de la visite d'inspection rien n'était prévu explicitement dans le POI pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur mais l'exploitant a indiqué qu'il ferait appel à une société désignée dont les coordonnées sont indiquées dans la fiche « annuaire ».

L'exploitant a ajouté à la dernière mise à jour du POI que l'exploitant a fait parvenir au service de l'inspection le 7 octobre 2024 une fiche réflexe sur la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur et a précisé notamment les entreprises capables de les prendre en charge, le logigramme de remise en état et les types d'effluents ou de déchets susceptibles d'être générés.

La prescription est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : produits décomposition

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9

Thème(s) : Risques accidentels, produits décomposition

Prescription contrôlée :

La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour

d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.

Annexe III - I- 2- c :

En particulier, postérieurement au 1er janvier 2023, l'étude de dangers ou sa mise à jour mentionne les types de produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important, incluant le cas échéant les contributions imputables aux conditions et aux lieux de stockage (contenants, bâtiments, etc.). Ces produits de décomposition sont hiérarchisés en fonction des quantités susceptibles d'être libérées et de leur toxicité, y compris environnementale. Des guides méthodologiques professionnels reconnus par le ministre chargé des installations classées peuvent préciser les conditions de mise en œuvre de cette obligation et, le cas échéant, de ses conséquences sur le plan d'opération interne.

Constats :

Il a été rappelé à l'exploitant qu'en cas de mise à jour de son EDD, cette prescription sur les types de produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie lui sera applicable.

Type de suites proposées : Sans suite